

désormais  
**LIBERATION**  
paraîtra  
le lundi  
à la place du  
samedi

# Libération

27, rue de Lorraine, 75019 PARIS. Tél. : 202-90-60.

Directeur : Jean-Paul Sartre

vendredi  
**15**  
juin 73  
1<sup>re</sup> année / n° 31

## Climat raciste à Grasse "liberté, papiers, égalité"

Criaient les ouvriers immigrés rassemblés devant la mairie  
■ « Ratonnades » pendant 10 heures dans les rues et les immeubles.  
■ Des racistes appellent à une manifestation aujourd'hui.

La ville de Grasse, dans les Alpes-Maritimes, a été le théâtre d'événements qui rappellent les pires moments de la guerre d'Algérie. Grasse, pourtant, est plutôt connue comme la capitale des fleurs. D'ailleurs, les opérations immobilières s'y multiplient, nécessitant la présence sur les chantiers en cours, de très nombreux travailleurs immigrés. Leurs conditions de travail sont, la plupart du temps, extrêmement précaires, certains n'étant même pas inscrits à la Sécurité Sociale.

Aussi lundi dernier, quelques centaines d'ouvriers immigrés tiennent un meeting en plein air, au cours duquel ils décident de se mettre en grève illimitée, reconductible toutes les 24 heures. Ils demandent la carte

de travail, l'augmentation des salaires, un logement décent, la visite médicale régulière.

C'est toute la condition des travailleurs immigrés en France qu'ils remettent en cause. D'ailleurs, le mot d'ordre qu'ils choisissent l'exprime : « LIBERTE, PAPIERS, EGALITE ».

Le lendemain, 300 d'entre eux se rendent à la Mairie de Grasse, mais tombent nez à nez avec la police municipale. Les pompiers, réquisitionnés par le maire, les dispersent avec des lances à incendie. Le soir même, le syndicat des sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes dénoncera cette utilisation abusive et arbitraire par le maire de Grasse.

( Suite en page 4 )

## Le Vietnam après l'accord Kissinger-Le Duc Tho Madame Binh :

## "la lutte pour l'application des accords continue"

Dans une conférence de presse tenue hier à Paris, M. Le Duc Tho n'a pas caché sa satisfaction à l'issue des entretiens qu'il a eus avec M. Kissinger, sur l'application des accords de Paris. Entretiens qui ont eux-mêmes abouti à un accord en quatorze points.

Cependant, le GRP, par l'intermédiaire de Madame Binh, semble beaucoup plus réservé en déclarant que « la lutte pour l'application des accords continuait ». Nargant l'opinion internationale, Thieu renforce ses positions et se réserve le droit de « restreindre davantage les libertés individuelles ».

Au Cambodge, les bombardements américains se poursuivent.

(Voir page 5)

## La mort lente du petit commerce sera-t-elle stoppée ou seulement mise en sursis par le projet de loi de M. Royer

(Voir en page 4)

## Pour une statue à Maurice Druon

Libération organise à partir d'aujourd'hui, un grand concours pour l'élévation d'une statue à Maurice Druon. Faites des propositions, envoyez vos projets, dessinez, écrivez... Et tous ensemble, nous irons inaugurer dans l'allégresse cet hommage du temps au ministre le plus drôle de l'année...

## LA LIBERTE POUR QUI ?

## PAR PHILIPPE SOLLERS

En fait, personne n'a vraiment répondu à Maurice Druon sur le fond. La manifestation pour la « liberté d'expression » - liberté de qui ? de quoi ? pour qui ? pour quoi ? - était un enterrement suivi d'un ballon rouge. C'est peu. C'est triste. C'est inquiétant. Pas un mot d'ordre politique. Le silence. Quelques applaudissements et on rentre chez soi. Dix mille personnes dans la rue derrière un corbillard. Le corbillard de qui, de quoi ? Le ballon rouge, ou rose ? Répondre à Druon sur le fond, ça serait montrer en détail que Druon ne tombe pas du ciel. Qu'il est, cinq ans après Mai, un produit figé, irréal mais terriblement réel, de la lutte de classes. Que la bourgeoisie, après avoir été sur la défensive, mais ayant conservé le pouvoir face à une « union de la gauche » bricolée et opportuniste, montre maintenant au grand jour sa conception définitivement rétrograde, archaïque de la culture. Démagogie de Druon : ses lecteurs sont d'innombrables Français. Refrain connu contre les intellectuels, cette petite poignée de déviants, de pervers, qui ne s'intéressent pas à la vie quotidienne, tranquille, de nos concitoyens anesthésiés par tous les moyens. Ferniot, à la télévision : même topo. Ce dont nous avons besoin, c'est de témoignages sur la vie concrète de nos familles. Vive la famille.

(Suite en page 8)



### A lundi

Ceux qui partent en week-end dans un petit village où *Libération* n'est jamais à l'étalage du libraire, n'auront rien à regretter. Le journal ne sort plus le samedi, mais dorénavant du lundi au vendredi. Nous décevrons donc ceux qui peuvent nous lire les derniers jours de la semaine, coincés entre quatre murs, en panne de voiture, de « fric », de résidence secondaire ou chargés de famille... nombreuse.

Mais après tout, pourquoi ne pas commencer les premières heures du lundi avec *Libération*... C'est toujours plus chouette que d'avoir en face de soi dans le métro, le bus ou le train la *Une* du *Parisien*. Quand ce n'est pas la trombine du patron qui vous attend, prêt à sanctionner le retard occasionné par la « petite brigue » de la veille.

Bon week-end, et à lundi.

### Sommaire

Page 2 : « On ne veut pas mourir idiots » : début d'une série sur la fin des vieilles idées

— Les journalistes de l'AFP veulent pouvoir « tourner sur les postes »

Page 3 : 30 millions d'avortements par an dans le monde

— Une mort bien mystérieuse au commissariat de Toulouse

Page 4-5 :

— Paysans : nouvel épisode de la guerre des cumuls

— Immigrés : « La voix des oubliés »

— Le congrès de la CGC : « Quand les cadres pleurent sur leur misère »

— Lettre du Niger

— Une ville allemande s'insurge contre les forces de l'OTAN

Page 6 : Les fêtes du week-end entre les pare-chocs

Page 7 : Télévision : Vie et mort d'un journal.

Page 8 : Et si on prenait la parole...

— Le permis moto à 18 ans.



## Bateliers : victoire morose

La navigation devrait reprendre normalement vendredi après quatre semaines de conflit, les bateleurs ayant en principe levé leurs barrages fluviaux hier soir.

De l'accord conclu dans la nuit de mercredi à jeudi, il ressort que les bateliers auront leur mot à dire, lors de l'évaluation des travaux à entreprendre sur le réseau Freycinet (réseau de canaux secondaires), et sur l'ordre d'urgence de ces travaux. L'assiette de certains péages sera modifiée. L'accord prévoit aussi le maintien des bureaux d'affrètement, du prix des frets, et de la marche de nuit.

En ce qui concerne la scolarisation des enfants des bateliers, des écoles primaires assureront l'intérêt jusqu'à la construction de « homes » spéciaux.

Enfin, la dernière revendication, concernant la levée des sanctions par le gouvernement a été obtenue. Toutefois, des grévistes considéraient après la signature de l'accord, qu'ils auraient pu obtenir plus de garanties quant à l'application de ces mesures.

## Lip : « sauvegarder l'outil de travail »

Depuis mercredi matin, l'usine Lip est occupée par le personnel. Cette décision a été prise après l'attaque violente de la police, mardi soir, pour délivrer les dirigeants de l'entreprise retenus par les ouvriers. En occupant l'usine, les ouvriers déclarent vouloir « sauvegarder l'outil de travail », puisque, justement, le démantèlement de l'usine, accompagné de licenciements massifs, représente pour eux une menace quotidienne.

« Préserver l'outil de travail » ? Ces mots servaient d'habitude aux patrons, pour justifier l'expulsion des ouvriers hors des usines occupées, et leur remplacement par quelques cadres musclés. Et voilà que les employés de Lip renversent la situation. Que vont bien pouvoir répondre les patrons ?

En tout cas, les ouvriers conservent l'initiative. Vendredi doit se dérouler une opération « ville morte » à Besançon, tandis que la population sera conviée à manifester.

## occupation, occupation, occupation

BLOIS, 13 juin (APL). — Les 1 300 employés de l'usine SEV Marschall à Blois, dans le Loir-et-Cher, appartenant au groupe Ferrero et qui fabrique des phares et des bougies de voitures, se sont mis en grève mardi dernier. Ils réclament le treizième mois et des augmentations de salaire. La grève est menée par la CGT et les employés occupent continuellement les locaux par roulement de 60.

LORIENT 13 juin (APL). — A Lorient, les ouvrières de l'entreprise Robin, continuent d'occuper l'usine depuis le 4 mai. Elles ont pu toucher samedi 9 leurs salaires de mai, jusqu'alors bloqués.

L'enjeu de cette lutte est le maintien de leur emploi. En effet, l'usine risque de fermer le 15 juin si aucune issue à la crise financière n'est trouvée d'ici là. Les ouvrières devaient décider jeudi de la poursuite de l'occupation.

BEAUVAIS (Correspondance) — Occupation aussi de l'usine Lookheed à Beauvais. Elle survient après les débrayages de la semaine passée qui ont vu tantôt les manœuvres, tantôt les OS, tantôt les OP et la maîtrise entrer en action. Ces débrayages ont été suivis par 2 000 travailleurs, soit 95 % du personnel, qui réclament 100 F d'augmentation pour tous, une augmentation de la prime d'équipe et une diminution des horaires. Mardi dernier, un groupe de travailleurs a envahi le bureau du directeur qui s'est vu « porté » à la salle de réunion. Au même moment, un huissier et un PDG étaient enfermés à clé dans un bureau.

Les négociations n'aboutissant pas, le lendemain 300 ouvriers ont bloqué la production et chassé les cadres de l'usine, ainsi que les employés des bureaux. Depuis, « Lookheed » est occupé. Seule réponse de la direction : le licenciement de deux délégués CFDT.

## Soutien aux travailleurs immigrés de Pantin

BLANC-MESNIL 15 juin (Correspondance) — A Pantin, après 22 jours de grève, les travailleurs de la société Brunelle (centre de transbordement ferroviaire de Pantin-Noisy), poursuivent leur action. Ils réclament une augmentation horaire de 1 F, avec une prime de salissure de 0,30 F, et une garantie de salaire équivalant à 48 heures payées.

Tout soutien financier doit être adressé à : UD.CFDT Seine-Saint-Denis. CCP Centre Paris 39.92.19

## Débrayages à la RATP

PARIS 14 juin (Correspondance) — Le dépôt Charlebourg à Paris, a débrayé dans sa totalité jeudi. Des délégations syndicales CGT, CFDT, Autonome et CFTC se sont rendues à 17 h 30 à la direction de la RATP. Elles réclament de meilleures conditions de travail pour les machinistes et de transport pour les voyageurs, ainsi qu'une amélioration des salaires. La délégation FO, elle, a été reçue à part, quatre heures auparavant.

# Le projet de loi gouvernemental sur



Le conseil des Ministres a approuvé, mercredi matin, le projet de loi, présenté par M. Royer, sur le commerce et l'artisanat. Les principales innovations de ce texte, qui devrait être déposé, vendredi sur le bureau de l'Assemblée Nationale, résident en trois points.

Tout d'abord, sur le plan fiscal, il prévoit le rapprochement du régime d'imposition des salariés et des non-salariés, ainsi que le remplacement de la contribution des patentes, par une taxe professionnelle. Ensuite, sur le plan social il tente d'unifier le régime de sécurité sociale des commerçants et artisans avec le régime général des salariés. Enfin, il prévoit, pour les organisations de consommateurs, la possibilité d'agir directement en justice, pour la défense des usagers.

De plus, ce projet modifie les conditions d'examen de l'implantation des magasins à grandes surfaces. En effet, dorénavant, la commission départementale d'urbanisme disposera d'un pouvoir effectif de décision en la matière.

Selon le chef de l'Etat, « Ce texte favorisera la création de commerce individuels qui apportent à la vie sociale une certaine qualité, une certaine animation et aussi une satisfaction personnelle aux familles qui préfèrent avoir un fournisseur de leur choix ». Reste à savoir si l'examen des dispositions définitives de la loi permettront de confirmer les propos sibyllins de M. Pompidou.

# LE SLALOM

Car, si sur le plan social, ce projet semble donner satisfaction aux commerçants et artisans, ceux-ci restent plus sceptiques sur les mesures fiscales prévues par le texte, notamment sur le remplacement de la patente par une taxe spéciale.

On indiquait, hier, au Ministère du Commerce, que la rédaction des

dispositions du projet de loi n'est pas tout à fait terminée.

Dans ces conditions, le projet de loi sera soumis au Parlement.

## La patente

La patente est un impôt perçu au profit des départements et des communes.

Son objet est de faire participer les personnes imposables (en général commerçants et professions libérales) aux différentes charges des collectivités locales.

Son montant est calculé selon quatre critères :

— d'une part selon la nature de la profession exercée,

— d'autre part, en fonction de la population de la commune dans laquelle le contribuable exerce sa profession,

— ensuite selon le nombre de salariés utilisés,

— et enfin, en tenant compte de la valeur locative des locaux professionnels ainsi que de l'outillage.

On ignore actuellement les modalités pratiques de calcul de la taxe spéciale qui est prévue en remplacement.

## Congrès à V

Ce matin, s'ouvre le Congrès Général des Cadres de la CGC, la succession de M. Malterre dans deux ans : le poste de directeur des cadres : le projet de loi.

Les cadres trouvent la situation intolérable : la pression pèse sur leurs revenus, encore moins le respect de la hiérarchie des salaires, eux, serait intervenu pour le gouvernement ne les promesses de compensation faites, M. Malterre, « l'éventualité de la mort des cadres, dès l'automne ».

Le 20 mai dernier, Ferrand, M. Malterre, « principes philosophiques CGC : « L'égalité n'existe dans aucun pays contre la nature des choses, regrettaient que les défavorisés dans le fiscalité par rapport aux entreprises : leurs entières déclarations peuvent rien dissimuler.

Parlons-en, de « justice Malterre ! En France, des revenus que vous

# La voix des lettre de 56

Pendant 28 jours, cinquante-six travailleurs immigrés ont fait de la faim dans l'église de Ménilmontant à Paris 20<sup>e</sup>. Ils ont obtenu ce qu'ils réclamaient : leur carte de travail. Les immigrés ont décidé de continuer leur mouvement pour contrôler les promesses écrites et orales « d'assouplissement circulaire Fontanet, faite par la Direction de la main-d'œuvre

Si nous avons gagné, c'est que ce n'était pas une « grève de la faim ». D'abord cela fait six mois que nous nous battons. Nous sommes allés en délégation : dans les Ministères, les Agences de l'Emploi, et nous avons été chassés. A la suite de l'occupation des bureaux de la Direction Main-d'Œuvre à Paris, nous avons même été arrêtés pendant 24 heures au soutien des Français qui, à 3 heures du matin, étaient aux commissariats, nous avons été libérés sans inculpation. A ce moment, nous n'avons vu ni les syndicats, ni les partis politiques. Finalement, nous plus d'autres solutions que la grève de la faim, mais une « grève pour les autres ».

Dès le début, nous sommes allés à l'extérieur. Nous n'étions pas des affaiblis, vivant allongés sur des lits de camp ; au contraire, nous sommes sortis pour aller aux portes des usines (Renault, Citroën...), sur les marchés. Nous avons participé à des meetings, des manifestations, nous avons rencontré les ouvriers de Margoline, quelques jours après la décision leur grève : c'était la première grève d'usine pour le travail, la première victoire de notre travail d'explication.

Nous avons fait une grève « active » : c'est comme cela que nous avons gagné le soutien des Français. Certains ont fait toute la grève avec

## A Ségli

# PAYSANS: nouvel ép

Après les violents incidents de la soirée de lundi dans la vallée de la nouvelle affaire a agité la région de Pontivy dans la nuit de mardi. Vers minuit, un important commando de paysans de la commune a complètement détruit la récolte d'avoine d'un cumular. Un hectare a en effet été sillonné pendant environ une demi-heure par tracteurs et un nombre important de voitures particulières, qui ont rendu toute récolte impossible.

Déjà en décembre dernier, les agriculteurs de Séglien avaient manifesté contre ce même cumular, gros boucher, marchand dans la commune voisine de Cléguerec, qui voulait s'approprier des terres disponibles, alors qu'un agriculteur voisin en avait agrandi son exploitation. Une pétition faite à Séglien avait rassemblé plus de cent signatures d'agriculteurs ; mais cette manifestation n'avait en rien fait changé d'avis le boucher, qui a continué d'occuper la terre... ce qui a motivé l'action de mardi soir.

## ACCULES A LA VIOLENCE

Le problème de l'achat de terres par des non paysans est important comme dans de nombreuses régions de France. Depuis un peu mo